



N°228, juin 2026

### Entretien avec Bernard Hourcade. Le régime a-t-il changé de fonctionnement passant des mollahs aux Gardiens de la Révolution ?

Propos recueillis par Sophie Jacquin, 9 avril 2026,

*Géographe, ancien directeur de l'Institut français de recherche en Iran de 1978 à 1993 et ancien directeur de recherche au CNRS*

#### Le régime iranien peut-il se maintenir au pouvoir et évoluer politiquement ?

Avant la guerre, le discours portait en Iran sur le changement de régime, surtout après les massacres du 11 janvier des 8 et 9 janvier 2026. L'assassinat, du guide Ali Khamenei et de cadres importants, aurait pu marquer un changement majeur. Toujours en pleine révolte, les Iraniens auraient pu avoir la main pour obtenir un changement politique de l'intérieur. Mais la guerre est devenue totale, visant non plus des cibles précises, mais l'ensemble du territoire iranien. L'ensemble du fonctionnement de l'Etat iranien, comme les ministères ou les infrastructures ont été ciblés ce qui a provoqué le transfert du nationalisme iranien vers les acteurs les plus radicaux : les principaux acteurs religieux ayant été supprimés, les partisans de la République islamique les plus durs, les Gardiens de la révolution ont hérité de la lutte nationale contre une agression étrangère.

Formant l'élite de l'armée, ils représentent aussi un groupe de pression économique, politique et idéologique. Leurs réseaux de corruption et de trafic représentent une force complexe très ramifiée. Ils comptent environ 180 000 membres, dont 4 ou 5 000 conseillers militaires de la force Al-Qods consacrée aux opérations extérieures, soit le quart des 600 000 hommes composant l'armée iranienne, dont 60% sont formés de conscrits. Ils représentent la force la plus structurée et la plus complète dans le pays. Ceux qui résistent aujourd'hui, ce sont eux, les Gardiens de la révolution, puisque le régime islamique stricto sensu a disparu avec le Guide. Après 45 ans au pouvoir, Ali Khamenei était le seul à disposer d'une influence sur tous les secteurs de la politique iranienne. Son fils n'a pas cette capacité. En outre, le régime était déjà très contesté comme l'ont prouvé les émeutes de janvier.

#### Le pouvoir est-il désormais aux mains des Gardiens de la révolution ?

Incontestablement, la République islamique telle qu'elle était, ne fonctionne plus comme avant. En 1980, lorsque Saddam Hussein a attaqué l'Iran, l'imam Khomeini était au pouvoir, mais n'avait pas tous les pouvoirs. Il était contesté par les libéraux, les démocrates, les femmes, les marxistes, les nationalistes. Dès que l'Iran a été attaqué par Saddam Hussein, les Iraniens se sont rangés derrière le chef de l'Etat. Celui-ci écrasera ensuite toute opposition. Il a récupéré le nationalisme, qui représente en Iran une force considérable. L'Iran est un pays hypernationaliste.

# Un œil sur



# Défense

## Géopolitique et Sécurité

*« Les Gardiens de la révolution ont gagné une nouvelle légitimité. Elle n'était qu'islamique. Elle est devenue d'abord nationale. » Bernard Hourcade*

Or, en combattant aux côtés de l'armée conventionnelle, les Gardiens de la révolution ont gagné une nouvelle légitimité. Elle n'était qu'islamique. Elle est devenue d'abord nationale. En ce sens-là, ils obtiennent malgré tout le soutien de la population contente de voir disparaître les religieux, mais opposée à ce que la guerre se poursuive et touche l'ensemble du pays. La perspective d'un changement de régime n'est plus la priorité immédiate.

Le régime a changé de fonctionnement passant des mollahs aux Gardiens de la révolution, qui défendent d'abord le territoire national, la patrie, le peuple pour mieux protéger leurs avantages et leur pouvoir. Ce ne sont pas des idéologues, mais des militaires, rationnels, pragmatiques mêmes s'ils peuvent être extrêmement durs et violents. Ils forment l'élite de la République islamique et sont capables de tenir compte des rapports de force et savent évaluer les risques. Actuellement, la répression demeure toujours importante, afin que la société iranienne ne se révolte pas. Leur objectif est que l'Iran soit un pays indépendant, fort, puissant, riche, et que l'islam soit respecté.

Les cadres des Gardiens de la révolution qui ont aujourd'hui entre 60 et 70 ans sont les héros de la guerre Irak-Iran comme Mohammad Ghalibaf le président du parlement, un pragmatique, ancien maire de Téhéran, que je présente parfois comme le « Bonaparte iranien », capable de gérer une transition politique difficile, tandis que Mohammad Zolghadr, le nouveau Secrétaire général du Conseil suprême de sécurité nationale, est un dur, très expérimenté en matière de renseignement et de sécurité intérieurs. Ces cadres tiennent de la guerre Irak-Iran leur légitimité première qui leur a permis d'obtenir des avantages économiques, politiques, idéologiques et construire ainsi des empires. Le pouvoir de cette élite a donc été renforcé par la guerre imposée par Israël et les Etats Unis qui ont par ailleurs éliminé d'autres personnalités tout aussi radicales mais rodées aux négociations internationales comme Ali Laridjani ou Kamal Kharazi.

En revanche, la majorité des petits gradés, les lieutenants, les capitaines, n'ont pas fait la guerre Irak-Iran, mais éventuellement celle de Syrie, il s'agit d'une autre génération qui n'a pas accumulé des richesses comme les colonels et les généraux. Victimes comme tous les Iraniens d'une inflation hors de contrôle, ils restent fidèles à la République islamique, mais sont très critiques de ses dérives. On constate donc des divergences à l'intérieur des Gardiens de la révolution même si la guerre les unit en bénéficiant de « l'effet drapeau », nationaliste, qui occulte provisoirement la corruption et la violence idéologique.

# Un œil sur



# Défense

## Géopolitique et Sécurité

La question aujourd'hui est de savoir si la partie uniquement répressive de l'appareil iranien va l'emporter sur ceux dotés d'une vision prospective. Une solution extrême, soutenue par les plus idéologues consiste à vouloir résister en construisant une arme atomique et dans l'immédiat en faisant pression sur les pays voisins par des bombardements ou en réactivant « l'Axe de la résistance » et la tactique de la « défense avancée » fondée sur l'action des proxys comme les Houthis et surtout le Hezbollah pour écraser « le grand Satan américain » ainsi que son allié israélien. D'autres, comme le diplomate Mohammad Djavad Zarif, et les « Réformateurs » font valoir que les Iraniens payent le prix de cette guerre et que le risque existe de ne pas la gagner. Ces partisans de la négociation veulent engranger les bénéfices actuels en négociant une paix durable avec les Américains, mais la guerre affaiblit leur poids politique au profit de la puissante nébuleuse des Gardiens de la révolution, et parmi eux des plus pragmatiques ou opportunistes.

**La société iranienne après les massacres de janvier et la guerre du 28 février, est-elle unifiée ou divisée ? Peut-elle se soulever contre le régime ? Ou se rassemble-t-elle par un effet drapeau ?**

« L'Iran des mollah » a été marginalisé. Le problème actuel des Iraniens n'est plus l'islam ou le foulard. La défense nationale contre Israël et les Etats Unis est devenue la priorité pour tout le monde. Ce consensus national imposé par la guerre a bloqué mais pas effacé les revendications politiques de la plupart des Iraniens. L'effet drapeau a incontestablement donné un sursis à la République islamique.

Il ne faut pas surévaluer le facteur de division ethnique. Que l'on soit Baloutche ou Turkmène, tout le monde se sent Iranien. La dynamique ethnique peut exister pour déstabiliser le pouvoir, mais pas suffisamment pour prendre le pouvoir. Le persan est maintenant parlé dans tout le pays, ce qui n'était pas le cas il y a 50 ans. L'unité nationale est évidente. Tous les Iraniens sont en outre unis par la dure expérience de 50 ans de l'islam politique. Qu'ils aient été pour ou contre.

La société iranienne d'aujourd'hui n'est pas celle d'il y a 50 ans. La division ruraux-urbains par exemple, a largement disparu, et d'autres ont émergé comme celle entre les centres-villes et les banlieues. Ainsi 40% des habitants du Grand Téhéran vivent en banlieue, avec des différences de niveau économique, culturel et de statut social, de prestige, de temps de transports, d'accès aux infrastructures. En 2019, les émeutes dans les banlieues et des villes populaires à cause du prix de l'essence qui avait augmenté, n'ont pas été soutenues par les élites et les notables des centres-villes, qui voulaient d'abord se battre pour la liberté.

Le statut des femmes est devenu un élément symbolique de la société, la remise en question du patriarcat, du mariage, de la famille, comme on le voit dans les films iraniens. Les manifestations des jeunes filles de 20 ans sur le voile à l'automne 2022 a beaucoup atteint le régime. Pour la première fois, ce combat mené de façon pacifique a contraint la République islamique à reculer. Ce fut une première une défaite.

# Un œil sur



# Défense

## Géopolitique et Sécurité

### *« Le problème actuel des Iraniens n'est plus l'islam ou le foulard » Bernard Hourcade*

En janvier 2026, les émeutes sont parties de la volonté du président de la République de fusionner les taux de change, et donc de s'attaquer à la corruption et aux privilèges des oligarques proches du pouvoir islamique. La gravité de la crise économique laissait présager une contestation massive réunissant toutes les catégories sociales, partout dans le pays. Fragilisées par la « Guerre de Douze jours » de juin 2025, et surtout l'usure du pouvoir, les factions les plus radicales de la République islamique ont décidé de bloquer la contestation de façon très dure, d'autant plus que le mouvement était activement soutenu par les médias royalistes et israéliens. Les massacres des 8 et 9 janvier 2026 ont été d'une ampleur et d'une violence sans égale dans l'histoire de l'Iran moderne. On peut s'interroger sur les raisons de cette violence qui n'a touché que quelques villes et ne semblait pas présenter de risque politique immédiat.

On ne peut pas exclure que les radicaux du régime islamique, les royalistes et les Israéliens aient tous intérêt à bloquer les négociations en cours entre le gouvernement présidé par Massoud Pezeshkian et les Etats-Unis. Une coexistence pacifique entre la République islamique et le « Grand Satan » américain aurait peut-être permis la reprise de contestations populaires et un changement politique pacifique, de l'intérieur. Le massacre aveugle des manifestants a traumatisé et radicalisé le débat politique en Iran, mais ouvert une dynamique de contestation politique interrompue par la guerre. Cependant, la fracturation et les dynamiques de la société iranienne restent fortes. La marginalisation du clergé chiite et la concentration des pouvoirs autour des Gardiens de la Révolution ont transformé les rapports de forces internes, ouvrant de nouveaux chemins de transition, sans écarter la nécessité pour toutes les parties en présence, de changements profonds.

### **Que reste-t-il du devenir du programme nucléaire iranien et de ses vecteurs ?**

La prise en otage des diplomates américains à Téhéran, en 1979, forme le cœur de la relation entre l'Iran et les Etats-Unis. Demeurer en conflit depuis 50 ans avec la plus grande puissance économique du monde, n'est pas gérable. La société iranienne a besoin d'une relation normale avec les Etats-Unis et les autres pays. D'où la nécessité de trouver un accord de sécurité solide et durable. Je pense que les partisans de cette option forment la majorité et non pas ceux qui se déclarent en faveur d'une guerre à outrance.

Le problème est que les Israéliens ne veulent pas d'accord et que Donald Trump est peut-être un faible. Selon des proches de la négociation, en janvier, Iraniens et Américains étaient près de trouver un accord sur le nucléaire en revenant globalement à l'Accord de 2015 (JCPOA) Les détails restaient cependant à négocier. L'Iran restait dans le Traité de non-prolifération (TNP) et signait le protocole additionnel, pouvait enrichir l'uranium à 3%, acceptait de suspendre l'enrichissement pour quelques années sous le contrôle de l'AIEA. Quant aux 440 kg d'uranium enrichi, plusieurs solutions étaient en cours de négociation.

# Un œil sur



# Défense

## Géopolitique et Sécurité

Une des questions cruciales est qu'Israël, comme en 2015, trouve ce type d'accord insuffisant. L'Institute for National Security Studies (INSS) israélien vient de publier un rapport selon lequel, les Américains doivent interdire toute possibilité de recherche et de développement en matière de nucléaire. Autrement dit démanteler durablement la « know how » iranien dans ce domaine, un contrôle intrusif des capacités scientifiques du pays. Une telle ambition semble – volontairement ? – irréaliste. Depuis 20 ans, Israël alimente un discours nationaliste fondé sur la menace nucléaire iranienne pour justifier sa politique de défense nationale. L'Iran constitue le diable par excellence. Ce discours est rendu crédible par la propagande iranienne pour détruire Israël et la réalité d'un programme nucléaire qui dépasse à l'évidence les besoins d'une industrie nucléaire civile.

La question des missiles est d'une autre nature. En effet, Téhéran à la fin de la guerre Irak-Iran a subi des tirs de Scud irakiens en nombre, mais ne disposait pas alors de missiles. Les missiles et les drones sont dès lors devenus la priorité, de la politique de défense nationale iranienne. L'Iran ne dispose pas des chasseurs-bombardiers nécessaires. Si être doté de la dissuasion nucléaire est discutable, en revanche détenir des missiles, des vecteurs aériens, est pour l'Iran une nécessité de défense nationale non négociable.

### **L'Iran est-il privé de ses proxys : Hezbollah, Hamas, Houthis ?**

Ne voulant pas rentrer dans la guerre de Gaza, l'Iran a considéré que ce n'était plus utile d'utiliser ses proxys comme centre de sa défense avancée en Irak, au Yémen ou au Liban. Avec le rapprochement en avril 2023 de l'Iran et de l'Arabie, Téhéran a décidé de cesser de prendre quelques distances avec les Houthis du Yémen et le Hezbollah. « L'axe de la résistance » et la tactique de la « défense avancée » devenaient difficiles à gérer. L'arsenal des drones et des missiles permet en effet d'assurer la défense du territoire national depuis l'Iran, comme la guerre de mars 2026 l'a montré. Le 14 avril 2024, l'Iran avait fait une démonstration de sa nouvelle tactique de dissuasion en lançant depuis l'Iran, des centaines de missiles et drones contre Israël. Priorité est désormais donnée – par nécessité ou par choix - à la défense nationale en plaçant au second plan – sans les abandonner – les idéaux islamistes et l'hostilité à Israël.

La guerre de mars 2026 a créé des proxys inversés pour l'Iran. Les Iraniens font valoir aux Saoudiens, Qataris, Koweïtiens, Emiratis, qui se sont placés sous protection américaine en accueillant des bases américaines sur leur sol, à partir desquelles sont menées les attaques contre l'Iran qui, en représailles, les attaque, que désormais avoir une base américaine ne constitue pas une garantie de sécurité, mais au contraire une garantie de risque. Cela pourrait pousser les Etats du Golfe à demander à terme le départ des Américains de la région.

# Un œil sur



# Défense

## Géopolitique et Sécurité

### Quelles perspectives sont-elles envisageables ?

Le monde entier est touché par cette guerre initiée par Israël et les Etats-Unis pour une bombe atomique qui, à ce stade, n'existe pas, alors que l'ennemi iranien ne présentait aucun danger immédiat. Israël et les Etats-Unis ont perdu leur pari de faire tomber la République islamique, mais les modalités de changement ont changé avec la marginalisation du clergé au profit de Gardiens de la révolution. Il faut maintenant gérer le conflit diplomatiquement, en réglant la question centrale du nucléaire iranien, mais aussi en constatant que le système de sécurité régionale mis en place après la Révolution islamique d'Iran en 1979 est obsolète.

Les grandes puissances ont montré leur incapacité à gérer les crises et sont devenues au contraire des facteurs de blocage. La question est de savoir la sécurité régionale, par exemple celle du détroit d'Ormuz, peut être assurée par les pays de la région, comme le proposait l'Iran au moment de son rapprochement avec l'Arabie saoudite en 2023. Le président iranien, Masoud Pezeshkian, élu démocratiquement, est un homme rationnel qui pourrait engager une ouverture internationale, mais il ne peut rien sans le soutien ou l'accord des Gardiens de la Révolution et de leaders comme Mohammad-Bagher Qalibaf, dont le pouvoir a été renforcé par la guerre.